

# L'essentiel sur les résolutions climat en AG

L'engagement actionnarial autour du changement climatique s'intensifie, dans la continuité du mouvement de mobilisation lancé par la COP 21. L'Accord de Paris, qui appelle à une limitation à 2°C du réchauffement, suppose une transformation profonde de bon nombre de modèles économiques. Les investisseurs les plus engagés, plus particulièrement aux États-Unis, pressent les entreprises les plus exposées à s'adapter en déposant des résolutions à leurs assemblées générales. Novethic analyse le phénomène.

## L'engagement actionnarial pousse les entreprises à établir **des objectifs climatiques plus ambitieux**

Novethic recense actuellement **1050 investisseurs mobilisés** sur le changement climatique, dont **366 s'appuient sur l'engagement actionnarial** pour pousser les entreprises à mieux prendre en compte les enjeux climatiques.

Ces investisseurs détiennent collectivement 14700 milliards d'euros d'actifs. Leur engagement prend des formes variées : demandes d'informations, dialogue, exercice des droits de vote et dépôt de résolutions. Cette stratégie est privilégiée par les investisseurs institutionnels, qui souhaitent d'une part faire évoluer les entreprises de l'intérieur et ont, d'autre part, besoin qu'elles diminuent drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre pour leur permettre de tenir leurs propres objectifs de décarbonation des portefeuilles. L'engagement actionnarial peut être combiné avec d'autres politiques, telles que les financements verts et le désinvestissement des énergies fossiles ou des entreprises les plus carbo-

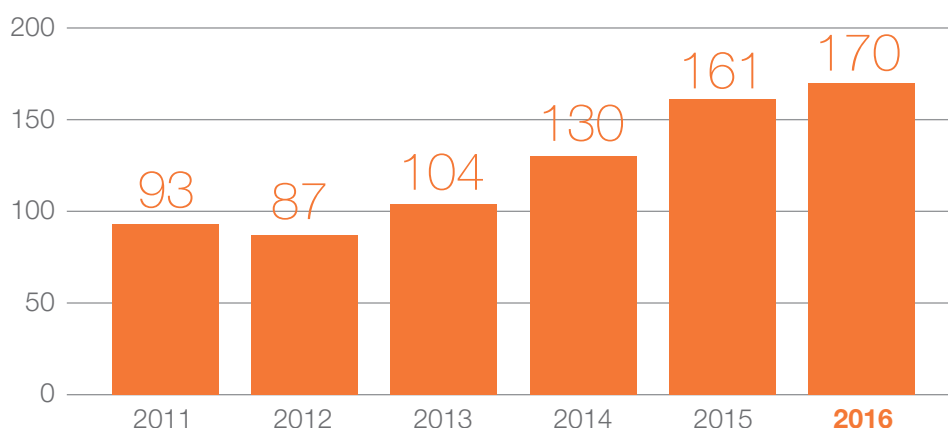
# 114

résolutions ciblent le secteur des hydrocarbures, les producteurs d'électricité et les entreprises minières en 2016.

tensives. Le désinvestissement peut d'ailleurs également intervenir à l'issue d'une démarche d'engagement infructueuse.

**Le dépôt de résolutions** aux assemblées générales prend une **place croissante dans les stratégies d'engagement** des investisseurs. 2016 marque un record, avec **170 résolutions sur le thème du climat** recensées au 15 avril. C'est presque deux fois plus que pour tout 2011 et 2012, et cinq fois plus qu'il y a dix ans. La grande majorité de ces résolutions climatiques ont été déposées aux États-Unis, même si les investisseurs européens commencent à utiliser le procédé (*voir p.4*). Si elles ont en commun le climat, les résolutions se focalisent sur des sujets variés : exigences de reporting et de publication de données sur les émissions, recours aux énergies renouvelables, risques de dépréciation d'actifs, objectif de neutralité carbone... ■

### 2016, année record pour les résolutions climatiques



Données au 15 avril 2016

### Méthodologie

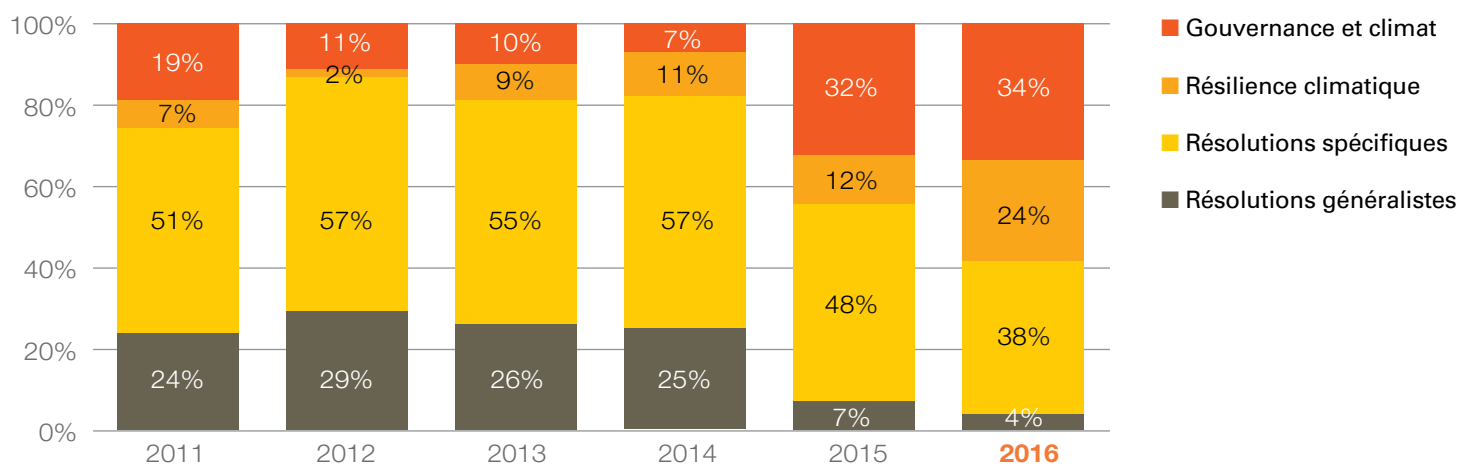
Novethic a analysé les résolutions liées au climat déposées depuis 2011. Parmi les sources utilisées figurent notamment l'organisation américaine Ceres, le rapport « Proxy Preview » publié chaque année par des investisseurs responsables américains et les propres recherches de Novethic.

## Des investisseurs toujours plus exigeants sur la transition **vers une économie bas-carbone**

Le nombre de résolutions sur le climat augmente, tout comme l'exigence des investisseurs envers les entreprises. Novethic a regroupé les résolutions en quatre catégories. Les résolutions « généralistes », qui expriment des attentes peu contraignantes en matière de reporting sur le développement durable ou les émissions de gaz à effet de serre, ont pratiquement disparu. Les résolutions « exigeantes », en augmentation, marquent une forte implication des actionnaires dans la gestion des risques

climatiques des entreprises. Elles peuvent porter soit sur des thèmes « spécifiques », tels que l'approvisionnement en énergies renouvelables, soit sur le thème de la « résilience climatique », auquel cas les investisseurs demandent aux entreprises de transformer leurs business models. Enfin, la catégorie « gouvernance et climat » couvre les résolutions qui cherchent à changer structurellement la manière dont les entreprises font face aux enjeux climatiques. ■

### Montée en puissance des attentes les plus précises



Typologie	Analyse
<b>Résolutions généralistes</b>	<p><b>Thèmes</b> : Elles comportent des demandes générales de reporting sur le développement durable ou les émissions de GES.</p> <p><b>Tendance</b> : En voie de disparition.</p>
<b>Résolutions exigeantes et spécifiques</b>	<p><b>Thèmes</b> : Elles comportent des demandes précises, sur des sujets tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la fracturation hydraulique liée aux gaz et pétroles de schiste, les sables bitumineux, la déforestation, ou encore des attentes d'objectifs chiffrés de réduction des émissions de GES.</p> <p><b>Tendance</b> : Précision croissante. Par exemple, les résolutions qui demandent aux entreprises de se fixer des objectifs de réduction des émissions de GES compatibles avec une trajectoire 2°C.</p>
<b>Résolutions exigeantes sur la résilience climatique</b>	<p><b>Thèmes</b> : Elles ciblent les risques de dépréciation d'actifs pour les entreprises dépendantes des énergies fossiles et exigent l'adaptation de leurs business models à la transition énergétique.</p> <p><b>Tendance</b> : Augmentation et ciblage de nouveaux secteurs (producteurs d'électricité, mines).</p>
<b>Résolutions gouvernance et climat</b>	<p><b>Thèmes</b> : Elles exigent la nomination d'experts environnementaux dans les conseils d'administration, l'inclusion de critères ESG dans la rémunération des dirigeants ou la transparence sur le lobbying climatique.</p> <p><b>Tendance</b> : En augmentation, poussée par les fonds de pension américains.</p>

# AG 2016 : Une saison sous le signe de la transition énergétique

Les résolutions sur la transition énergétique occupent une place centrale en 2016. Une quinzaine demandent, par exemple, un approvisionnement accru en **énergies renouvelables** à des entreprises de secteurs variés (technologies de l'information, distribution, secteur manufacturier, etc.). Mais les investisseurs questionnent surtout la **résilience climatique des business models** les plus **dépendants des énergies fossiles**. Les compagnies pétrolières sont ainsi sommées de s'expliquer sur la pertinence de leurs investissements dans les ressources non conventionnelles, coûteuses, risquées et carbo-intensives dans le cadre d'un scénario de limitation du réchauffement climatique à 2°C. Les producteurs d'électricité sont interrogés sur leur adaptation à des modèles de consommation plus efficaces, ainsi qu'à la production d'origine renouvelable et décentralisée. Enfin, les entreprises minières sont désormais ciblées en Europe par la coalition Aiming for A, dans la continuité de sa campagne menée auprès des majors pétrolières en 2015 (voir p.4). ■

## Le Conseil de stabilité financière va établir des standards de reporting sur les risques climatiques

Le groupe de travail sur la transparence financière liée au climat du Conseil de stabilité financière (FSB), présidé par Michael Bloomberg, va proposer d'ici fin 2016 des standards de reporting pour les entreprises sur leur exposition aux risques climatiques. Ces risques peuvent être liés 1/ au coût des impacts physiques du changement climatique, 2/ au coût de la transition vers une économie bas-carbone ou 3/ à la responsabilité juridique des entreprises trop émettrices de carbone ou trop peu transparentes sur le changement climatique. Ces standards visent notamment à aider les investisseurs à repérer les entreprises les plus exposées aux risques climatiques. ■

## → ExxonMobil sous pression de ses actionnaires sur les risques climatiques

Poursuites judiciaires et actions conjuguées de ses actionnaires : l'assemblée générale 2016 d'ExxonMobil promet d'être animée. Ses actionnaires ont déposé neuf résolutions sur le climat, dont trois centrées sur le lobbying et deux sur les risques climatiques. Le Contrôleur de l'État de New York, qui gère les 184 milliards de dollars des fonds des régimes de retraite publics de l'État, a par exemple déposé une résolution qui demande à la compagnie d'évaluer l'impact sur son activité d'une limitation du réchauffement climatique à 2°C. Elle est soutenue par une coalition représentant plus d'un milliard de dollars en actions de l'entreprise. Deux résolutions se

9  
résolutions sur le thème  
du climat ont été  
déposées pour l'AG  
2016 d'Exxon

focalisent sur la gouvernance climatique du groupe pétrolier : l'une lui demande de nommer un administrateur indépendant disposant d'une expertise environnementale, l'autre de modifier ses règles de gouvernance afin de permettre aux actionnaires de nommer directement des administrateurs. En toile de fond figurent les enquêtes diligentées par les procureurs de 17 États américains, sur le fait qu'Exxon connaîtrait depuis les années 70 les liens entre énergies fossiles et réchauffement climatique, alors qu'elle est championne du lobbying climato-sceptique et a toujours nié auprès de ses actionnaires les risques liés au climat. ■

## → La campagne des fonds de pension américains sur la gouvernance climatique

La campagne Boardroom Accountability Project, initiée par le Contrôleur de la Ville de New York, est soutenue par les principaux fonds de pension du pays (celui de l'État de New York, CalPERS, CalSTRS, etc.). Elle vise à donner le pouvoir à des actionnaires détenant collectivement 3% des actions d'une entreprise de proposer la nomination d'administrateurs. La campagne, qui connaît un large succès, cible les entreprises dont la gouvernance est jugée défectueuse, notamment en matière climatique. Parmi les 75 entreprises visées en 2015, 33 sont liées aux énergies fossiles et ont été ciblées pour risques climatiques insuffisamment traités. 20 le sont à nouveau en 2016. ■

## → Le reporting climat de BP déçoit ses actionnaires engagés

**La coalition d'investisseurs Aiming for A a déposé en 2015 des résolutions demandant à Shell et BP des reportings détaillés sur leurs stratégies de résilience climatique, soutenues par les directions et adoptées à la quasi-unanimité. Au lendemain de l'AG 2016 de BP, nous avons fait le point avec Catherine Howarth, directrice de ShareAction, organisation spécialiste de l'activisme actionnarial et partie prenante de ce mouvement de mobilisation des actionnaires.**



### ***Où en sont les engagements pris par BP en 2015 en matière climatique ?***

Catherine Howarth : Nous ne nous attendions pas à obtenir tout ce que nous demandions la première année, mais nous ne sommes malgré tout pas satisfaits. BP n'a pas testé la résilience de son portefeuille au scénario 2°C et continue à se baser sur un scénario de demande énergétique qui amène le réchauffement climatique entre + 4° et 6°C. Le groupe n'a pas progressé non plus sur les indicateurs de performance et sur les incitations à réduire les risques dans la rémunération de ses dirigeants. BP doit améliorer sa stratégie et mettre l'accent sur sa contribution à un monde bas-carbone. L'AG 2016 nous offre une opportunité : 60% des actionnaires ont voté contre la rémunération du dirigeant de la compagnie, qui enregistre des pertes record (6,5 milliards de dollars) et supprime des emplois. C'est un signal fort qui va l'obliger à revoir globalement sa stratégie.

### ***Les actionnaires remettent-ils en cause le business model des entreprises des énergies fossiles ?***

Certains, oui, mais c'est un sujet complexe. Quel que soit le scénario retenu, les investisseurs ont besoin de visibilité sur le futur de BP, dont les fonds de pension britanniques sont massivement actionnaires. Si elle ne se prépare pas à un scénario bas-carbone, tous les futurs retraités vont en pâtir. Les résolutions ont pour but de stimuler le débat entre investisseurs institutionnels et entreprises pour faire prendre conscience des risques aux uns et aux autres.

### ***Quelle est l'étape suivante de la saison 2016 des AG ?***

Les AG d'Exxon et Chevron en mai sont très importantes. Leurs managements sont hostiles aux résolutions et les actionnaires vont devoir trancher entre deux points de vue. Nous allons faire en sorte d'apporter le soutien des investisseurs européens, et de manière générale développer une plus forte collaboration transatlantique autour de l'engagement actionnarial en faveur du climat. ■

## Engagement actionnarial et résolutions : des résultats prometteurs

La logique de résolutions « encourageantes mais exigeantes » d'Aiming for A est soutenue par de nombreux investisseurs en provenance d'une dizaine de pays, qui ciblent en 2016 les géants miniers Glencore, Anglo-American et Rio Tinto. Démarche encore novatrice en Europe, le dépôt de résolutions a démontré outre-Atlantique qu'il pouvait réellement impacter les entreprises, comme en atteste une étude publiée en octobre 2015 par le Ceres : sur une centaine d'engagements climatiques pris depuis 2014 par des entreprises nord-américaines sous l'impulsion de leurs actionnaires, 73% ont été totalement tenus et 13% en grande partie. Les résolutions n'ont pour cela pas toujours dû aller jusqu'au vote, mais ont souvent été retirées de l'ordre du jour des AG après négociations, les entreprises s'engageant proactivement à les mettre en œuvre. C'est également ainsi que la société de gestion Phitrust, soutenue par un groupe d'investisseurs, a obtenu

de Total l'engagement de publier un rapport sur sa stratégie climatique lors de son AG du 24 mai 2016.

### **Les voix des investisseurs comptent toujours plus**

La dynamique est bonne pour les investisseurs : en 2014, un record de plus de 60 accords pré-AG ont été conclus, tandis que 2015 a été marquée par une moyenne jamais atteinte de voix favorables pour les résolutions climat. Celles qui sont allées jusqu'au vote ont obtenu plus de 35% des voix en moyenne et un quart d'entre elles ont été adoptées. La mobilisation sans précédent des grands investisseurs institutionnels depuis la COP 21 augure une accélération de cette tendance. Quant aux entreprises récalcitrantes à la prise en compte du long terme, elles sont plus que jamais exposées à la pression de leurs actionnaires. ■